



# Revue de presse



Lundi 09 Septembre 2024



## 94,65% des électeurs le confirment aux commandes de l'Algérie

### Le raz-de-marée Tebboune

Réélu avec une écrasante majorité, «âami Tebboune» incarne désormais cette Algérie victorieuse...



C'est officiel: Abdelmadjid Tebboune a été réélu président de la République. Le refrain de décembre 2019, «Ça y est, c'est bon, Tebboune Président!» a résonné à nouveau en septembre 2024, marquant une nouvelle étape dans le parcours politique de cet outsider devenu favori.



## **Réforme bancaire : Un chantier prioritaire pour soutenir le développement économique**

L'Algérie s'est engagée résolument dans une réforme ambitieuse de son secteur bancaire, considéré comme l'un des piliers essentiels pour soutenir et stimuler le développement économique du pays.

Ce grand chantier, initié par les pouvoirs publics, vise à transformer le paysage financier national en instaurant un secteur bancaire plus dynamique et efficace, ce qui revêt une importance capitale dans le contexte économique actuel, en particulier pour le financement des projets et des entreprises, notamment les PME/PMI et les TPE (très petites entreprises).



## **Développement économique : Atouts et défis du prochain quinquennat**

Réélu pour un second mandat, avec une majorité absolue des suffrages exprimés, le président Tebboune aura à la fois d'importants atouts en main pour poursuivre le processus de remise sur les rails de l'économie nationale, mais aussi de cruciaux challenges à relever pour «atteindre le point de non-retour dans le développement économique du pays...», comme il l'avait lui-même fait valoir dans une déclaration officielle le jour du scrutin. Un «second mandat économique par excellence», avait-il d'ailleurs annoncé dès l'entame de sa campagne électorale, fixant ainsi un enjeu clair pour le prochain quinquennat. Une deuxième mandature sous-tendue surtout par le défi majeur de mener à bon port le processus de diversification de l'économie du pays pour parvenir à l'affranchir définitivement des aléas de la rente...

# Les Enjeux *Eco*

## Messieurs les Français, l'Algérie n'est pas votre protectorat

C'est devenu un rituel, voire une constante de la presse française, lorsqu'il s'agit de l'Algérie. Elle se transforme en chorale médiatique anti-algérienne avec des sopranos telle que la chaîne poubelle France 24, et c'est l'éternel problème du chameau qui ne voit pas ses deux bosses et ne voit que celle du dromadaire. Un seul mot d'ordre, noircir le tableau, en adoptant un ton alarmiste, empreint de contre-vérités.



## La BEI, à propos de l'Afrique du Nord : «La performance économique s'améliore»

La cinquième édition intégrale de l'étude de la BEI sur le secteur bancaire en Afrique met en lumière les récentes évolutions intervenues dans les secteurs bancaires du continent et les options stratégiques pour toutes les parties prenantes. «La performance économique de l'Afrique du Nord s'améliore», lit-on dans le document. Toutefois, des «efforts supplémentaires sont nécessaires» pour garantir que les bienfaits de la croissance soient «largement partagés».



## Ali Kahlane, expert en management et stratégie numérique : «Le e-commerce au cœur des enjeux économiques»

La numérisation de l'activité économique et des institutions figure parmi les priorités du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. La sphère commerciale est concernée de près suite à l'essor du e-commerce et du e-paiement.

Dans cet entretien accordé à El Moudjahid, le Dr Ali Kahlane, vice-président d'un think tank et expert en management et stratégie numérique, fait un état du commerce électronique qui est en pleine expansion en Algérie, en faisant ressortir les avancées de cette nouvelle activité, mais également les contraintes rencontrées dans un environnement difficile.



### [Le CREA réagit : «De nouvelles perspectives économiques s’ouvrent»](#)

La réélection du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour un nouveau mandat, ouvrira de «nouvelles perspectives économiques», a affirmé le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), dans un communiqué publié hier.

«Le CREA est persuadé que ce nouveau mandat présidentiel va ouvrir de nouvelles perspectives économiques qui vont renforcer les premières réalisations et en développer d'autres dans de nouveaux secteurs», estime l'organisation patronale, en réaction à la réélection de M. Abdelmadjid Tebboune en tant que président de la République pour un nouveau mandat.



### [Taux de change : Le dollar en perte de vitesse](#)

A la Banque d'Algérie, les cotations commerciales de la monnaie nationale pour aujourd'hui, 8 septembre, indiquent que l'euro s'échange à 146.76 dinars algériens à l'achat et se vend à 146.82 dinars.

Au marché parallèle, la monnaie européenne voit son change d'achat atteindre 239.00 dinars et son taux de vente s'élève à 241.00 dinars.



### [CMA CGM impose une taxe de 150 euros pour la congestion des ports algériens](#)

CMA CGM, entreprise française spécialisée dans le transport maritime et la logistique, appliquera, à compter du 9 septembre 2024, une taxe supplémentaire pour les marchandises en provenance du Nord de l'Europe à destination de plusieurs ports en Algérie.

## Algérie : Vers une Économie Diversifiée ?

L'Algérie en quête de diversification économique : un défi colossal

L'Algérie se trouve à un tournant décisif de son histoire économique. Le pays, traditionnellement dépendant des hydrocarbures, s'efforce de diversifier son économie pour assurer une croissance durable. En 2023, les revenus des exportations de pétrole et de gaz ont représenté 93% des recettes en devises du pays, selon les données de l'Office National des Statistiques (ONS). Cette dépendance excessive aux hydrocarbures expose l'économie algérienne aux fluctuations des prix du pétrole sur le marché international.

فاز بفارق شاسع عن منافسيه بنسبة تجاوزت 94 بالمئة

الشعب يجدد الثقة في الرئيس تبون لاستكمال الإنجازات الكبرى



أعلنت السلطة المستقلة لتنظيم الانتخابات عن فوز المترشح الحر عبد المجيد تبون، رئيسا للجمهورية لعهدة جديدة خلال الانتخابات الرئاسية التي جرت السبت، بحصوله على نسبة 94.65 بالمائة من أصوات الناخبين، حسب النتائج الأولية. وقد حل مرشح حركة مجتمع السلم، عبد العالي حساني شريف في المرتبة الثانية بحصوله على 178.797 صوت، أي بنسبة 3.17 بالمائة، متبوعا بمرشح جبهة القوى الاشتراكية، يوسف أوشيش بإحرازه 122.146 صوت، أي بنسبة 2.16 بالمائة من الأصوات المعبر عنها.



## بعد أيام قليلة من دراسة الحكومة لإجراءات معالجة سريعة وفعالة

### توقيت غريب لزيادة رسوم الشركة الفرنسية على شحن الحاويات نحو الجزائر

يطرح إعلان شركة الشحن البحري العالمية الفرنسية "سي.أم.أ.سي.جي.أم" فرض رسوم إضافية على حاويات كافة السلع نحو 4 موانئ وطنية، العديد من التساؤلات خصوصا ما تعلق بالتوقيت الذي جاءت فيه، والذي أعقب مباشرة إعلان الحكومة عن إجراءات تتعلق بإجراءات للمعالجة السريعة والفعالة للحاويات.

وبالعودة إلى الإجراءات الجديدة التي أعلنت عنها شركة النقل البحري CMA-CGM الفرنسية، والتي تدخل حيز التنفيذ اعتبارا من الاثنين 9 سبتمبر 2024، فقد جاءت بالنظر لما قالت إنه ازدحام تشهده أربعة موانئ جزائرية هي العاصمة ووهران وسكيكدة وبجاية.



### وأج: "الصحافة الفرنسية تحولت إلى جوق إعلامي يحترف كل الممارسات العدائية ضد الجزائر"

"أيها الفرنسيون.. الجزائر ليست محميتكم".. هكذا عنونت وكالة الأنباء الجزائرية، برقية لها مساء اليوم الاحد، حيث تحدثت فيها عن الصحافة الفرنسية التي تحولت إلى جوق إعلامي يحترف كل الممارسات العدائية ضد الجزائر على غرار قناة القمامة "فرانس 24".

وجاء في نص البرقية: "لقد أصبح موضوع الجزائر واحد من الطقوس، بل واحد من الثوابت التي باتت تستنفر الصحافة الفرنسية التي تحولت إلى جوق إعلامي يحترف كل الممارسات العدائية ضد الجزائر، ومن أبرزها "قناة القمامة" فرانس 24، اذ ينطبق على كل هذا تلك المشكلة الأبدية للجمل الذي يبحث عن حذبة فوق ظهر جمل آخر دون أن يكلف نفسه عناء الالتفات لرؤية حديقته".

**CONJONCTURE ÉCONOMIQUE**

# Le poids des fonds circulant hors banques

*Il ne fait aucun doute que l'une des exigences pour la capitalisation de ce qui a été accompli pour le renouveau économique de l'Algérie, c'est l'adaptation du système financier, au demeurant très obsolète, et bancaire, peu ou prou réactif au mouvement amorcé par l'économie nationale, malgré une évolution certaine des crédits à l'économie.*

Les chiffres de la Banque d'Algérie (BoA) en disent long sur ce qui attend encore les autorités du pays comme effort dans la perspective d'une meilleure inclusion financière. La BoA nous apprend dans son dernier rapport que, hors dépôts de Sonatrach, la masse monétaire M2 (la quantité de monnaie circulant dans l'économie algérienne) a augmenté de 7,2% en 2023 contre une croissance de 11,0% en 2022, passant ainsi de 21 103,45 milliards de dinars à fin 2022 à 22 620,97 milliards de dinars à fin 2023.

La croissance de l'agrégat monétaire M1 (pièces et billets

dans les comptes courants, les actifs immédiatement utilisables comme moyens de paiement) en 2023 est due principalement à une augmentation de la circulation fiduciaire (l'ensemble des pièces et billets valides mis en circulation) hors banques qui a affiché un taux de croissance de 6,6% en 2023 contre 10,1% en 2022, passant ainsi de 7 392,81 milliards de dinars à fin décembre 2022 à 8 030,76 milliards de dinars à fin décembre 2023.

Malgré une croissance moins importante que l'année précédente, la circulation fiduciaire hors banques a contribué à hauteur de 46,7% à la crois-



La masse monétaire M2 a augmenté de 7,2% en 2023 selon la BoA.

sance de la masse monétaire. Elle représente en effet une composante significative de la masse monétaire avec une part de 34% du total de M2, posant ainsi un défi majeur pour l'in-

clusion financière en Algérie. Dans une perspective d'une meilleure inclusion financière par l'introduction de moyens de paiements modernes, plusieurs chantiers ont été déjà lancés et

étaient en phase de finalisation à fin 2023.

C'est un constat de la Banque d'Algérie qui doit interpeller les banquiers tant il rappelle si besoin est, et de façon brute, combien est encore grand l'effort à fournir pour ren-

dre les banques et établissements financiers exerçant en Algérie plus attractifs et permettre, en guise de retombée première, l'amputation d'une partie des plus de 8000 milliards de dinars qui circulent dans les tréfonds de l'économie parallèle, celle qui parasite et réduit dans une certaine mesure la portée de l'avancée économique du pays en privant les recettes publiques d'une manne importante au titre des recettes des impôts, ce qui au final se répercute sur les dépenses de l'Etat en direction de secteurs qui dépendent fortement de l'argent public et, inévitablement, alimente pour une partie l'inflation.

Des maux sur lesquels aura à se pencher de nouveau le premier magistrat du pays en procédant à une espèce d'actualisation de la stratégie destinée à la récupération de fonds disponibles dans le marché informel, pour les réintégrer dans le circuit officiel en mettant en œuvre des mesures pour l'intégration et l'incitation des agents activant dans l'informel à se conformer aux règles en vigueur.

**Azedine Maktour**



## SELON UN RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE L'exposition des banques à la dette publique en hausse

Un rapport de la Banque mondiale intitulé en anglais *Finance and Prosperity 2024*, analyse les évolutions et les vulnérabilités du secteur financier dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Il met ainsi en évidence «des divergences dans la résilience et la stabilité des secteurs financiers».

«Selon l'analyse de 30 pays - ce qui représente 93% du total des actifs bancaires dans les EMDE - 30% des secteurs financiers de ces pays seront exposés à des risques importants dans les douze prochains mois», note le rapport. Et pour cause, écrivent les auteurs de cette étude, dans la majorité des cas de ces pays, il

n'existe pas de «cadre politique adapté ni de capacités institutionnelles suffisantes» pour relever les défis de la stabilité financière. Le poids excessif de la dette publique dans les avoirs des banques nationales suscite l'intérêt des experts qui y voient une espèce de «talon d'Achille pour certaines économies», en particulier celles dont les politiques macroéconomiques sont jugées «moins rigoureuses» et qui sont en butte à des problèmes de viabilité de leur dette publique. «Entre 2012 et 2023, l'exposition des banques à la dette publique a augmenté de plus de 35 %», a-t-on relevé. Ledit rapport recommande aux pays «d'accroître les réserves des banques

bien en amont, de renforcer l'efficacité des filets de sécurité financière, de réaliser des tests de résistance».

En outre, il est précisé que les pays en développement devraient envisager d'introduire des exigences de divulgation de l'exposition des banques à la dette publique afin d'inciter celles-ci à une plus grande prudence face au risque et de favoriser la discipline de marché. La BM affirme que cette édition approfondit deux sujets : le lien entre banques et dettes souveraines, et l'enjeu climatique pour le secteur bancaire. La Banque mondiale révèle que dans les marchés émergents et les économies

en développement (EMDE), les prêts accordés par les banques pour des investissements climatiques «représentent moins de 5% de leurs portefeuilles cumulés, et que plus d'une banque sur quatre ne propose aucun financement en faveur du climat». Selon ce rapport, le changement climatique devrait avoir un impact significatif sur les perspectives économiques et les résultats du développement dans les EMDE. De plus importants investissements sont donc nécessaires. Les banques de ces pays, indique-t-on, devraient donc jouer un rôle plus important pour combler le déficit de financements climatiques.

Ali Benyahia

ALORS QU'ILS PEINENT À ACCÉDER AUX FINANCEMENTS

# Les phénomènes climatiques coûtent 2 à 5% du PIB aux pays africains

● Alors que le continent ne contribue qu'à hauteur de 3% aux émissions mondiales de gaz à effets de serre, l'OMM estime que de nombreux pays africains devraient désormais consacrer jusqu'à 9% de leur budget à la lutte contre les événements climatiques extrêmes, dont la fréquence et la sévérité ont nettement augmenté ces dernières années.

Les experts de l'Organisation météorologique mondiale exhortent les pays du continent à accélérer la mise en place de systèmes d'alerte précoce, pour sauver des vies et réduire les impacts négatifs des événements climatiques extrêmes sur l'activité économique. Les pays africains perdent en moyenne entre 2 et 5% de leur produit intérieur brut (PIB) chaque année à cause des événements climatiques extrêmes comme les vagues de chaleur meurtrières, les fortes précipitations, les cyclones et les épisodes de sécheresse, a souligné l'Organisation météorologique mondiale (OMM) dans un rapport publié lundi dernier.

Intitulé «State of the Climate in Africa 2023», ce rapport indique que 2023 a été l'une des trois années les plus chaudes en Afrique sur les 124 dernières années. La température moyenne enregistrée l'an passé sur le continent était supérieure de 0,61°C à la moyenne de la période 1991-2020 et de 1,28°C par rapport à la moyenne de la période 1961-1990. Le continent africain s'est ainsi réchauffé à un rythme de +0,3 °C par décennie entre 1991 et 2023, soit un rythme supérieur à la moyenne mondiale.



Au cours des 60 dernières années, l'Afrique a observé une tendance au réchauffement plus rapide que la moyenne mondiale

Le rapport souligne aussi que les précipitations ont été nettement supérieures à la normale en Angola et dans les zones côtières au nord du Golfe de Guinée durant l'année écoulée, alors que les régions présentant un déficit pluviométrique comprennent la partie ouest de l'Afrique du Nord, la Corne de l'Afrique, une partie l'Afrique australe et Madagascar. Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Nigeria, le Cameroun, l'Éthiopie, Madagascar, la Zambie, l'Angola et la République démocratique du Congo ont connu de graves vagues de sécheresse. Dans le même temps, beaucoup de pays du continent dont la Libye, le Kenya et la Somalie ont enregistré des inondations très meurtrières, l'an passé.

Alors que le continent ne contribue qu'à hauteur de 3% aux émissions mondiales de gaz à effets de serre, l'OMM estime que de nombreux pays africains devraient désormais consacrer jusqu'à 9% de leur budget à la lutte contre les événements climatiques extrêmes, dont la fréquence

et la sévérité ont nettement augmenté ces dernières années. En Afrique subsaharienne, l'adaptation au changement climatique coûtera, selon les estimations de l'organisation, entre 30 et 50 milliards de dollars par an au cours de la prochaine décennie. Pour atténuer l'impact économique et humain des événements extrêmes, qui sont intimement liés au dérèglement climatique, l'OMM appelle les pays africains à investir massivement dans des services météorologiques et hydrologiques publics et à accélérer la mise en place de systèmes d'alerte précoce.

## UN DÉFI À 3000 MILLIARDS DE DOLLARS POUR L'AFRIQUE

A signaler que les pays africains doivent mobiliser 3000 milliards de dollars, d'ici 2030 pour lutter contre les effets du changement climatique. Josefa Correia Sacko (photo), commissaire à l'agriculture, au développement rural, à l'économie bleue et à l'environnement durable de la

commission de l'Union africaine, a rappelé début septembre ce défi à l'ouverture de la 12e Conférence sur le changement climatique et le développement en Afrique (CCDA-XII) à Abidjan, Côte d'Ivoire, le vendredi 30 août 2024. Hanan Morsy, secrétaire exécutive adjointe de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), a noté que les pays africains peinent à accéder aux financements climatiques nécessaires. Elle a précisé que seule une fraction des 1300 milliards de dollars estimés pour renforcer la résilience climatique mondiale a été mobilisée, malgré un engagement international de 100 milliards de dollars annuels pris en 2009. De plus, le financement mondial pour l'adaptation au climat est en déclin, loin de l'objectif de doublement fixé pour 2025.

Ce défi survient alors que, depuis l'Accord de Paris, les grands groupes bancaires multinationaux ont financé des projets d'énergie fossile à hauteur de 6900 milliards de dollars. Pendant

ce temps, l'Afrique peine à mobiliser des ressources abordables et à long terme. À l'exception de quelques pays comme l'Afrique du Sud et le Maroc, ainsi que des institutions comme la Banque africaine de développement, les émetteurs de titres d'emprunt du continent sont considérés comme risqués par les agences de notation, ce qui entraîne une exigence plus élevée sur les primes de risque.

M. Morsy a appelé à l'innovation financière, en proposant des solutions qui n'aggravent pas la dette africaine. Elle a évoqué la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) comme un levier potentiel. La commissaire Sacko a insisté sur la nécessité de privilégier les subventions plutôt que les prêts ou l'endettement. Anthony Nyong de la Banque africaine de développement a souligné l'importance de trouver un équilibre entre les investissements en adaptation et atténuation climatiques pour assurer un développement résilient en Afrique.

La CCDA-XII permet aux acteurs africains de discuter de thèmes tels que le financement climatique, la croissance verte, et la coopération régionale avant le prochain sommet sur le climat à Bakou, Azerbaïdjan. Les enjeux pour le continent restent importants. En 2024, bien que quelques améliorations s'observent, le marché des financements verts en Afrique reste en retrait. De janvier à juillet, le continent a mobilisé 4,4 milliards de dollars dans le cadre des financements conformes aux normes ESG, comparativement aux 287,1 milliards de dollars à l'échelle mondiale ou aux 2100 milliards de dollars levés par les entreprises sur les marchés mondiaux des capitaux. Le défi du financement climatique en Afrique est considérable, mais il offre aussi une opportunité d'innover dans les mécanismes financiers et de renforcer la coopération internationale. Le succès de cette mobilisation sera crucial pour l'avenir du continent face aux défis climatiques. A. Z.

شملت قطاعات الصناعة الاستخراجية والإنشاءات والصناعة التحويلية

## الاستثمارات الأجنبية المباشرة بلغت نحو 1.216 مليار دولار في 2023

قدرت الاستثمارات الأجنبية المباشرة في الجزائر، وفقا لتقديرات بنك الجزائر، في المجموع بـ 1.216 مليار دولار، منها استثمارات مباشرة بنحو 1.130 مليار دولار برسم عام 2023، مقابل 183 مليون دولار خلال 2022، كما شهدت التدفقات برسم الاستثمارات الأجنبية المباشرة نموا إيجابيا خلال العام المنصرم، حسب تقديرات البنك المركزي.



### حفيظ صوالي

● يتعلق صافي التدفقات الداخلة للاستثمارات الأجنبية المباشرة بالجزائر، سنة 2023، بقطاعات الصناعات الاستخراجية والصناعة التحويلية والبناء، حيث بلغت التدفقات الداخلة الصافية 829 مليون دولار، 133 مليون دولار، و74 مليون دولار، من ناحية أخرى، استقرت إلى حد ما صافي التدفقات الخارجية للاستثمارات الجزائرية المباشرة في الخارج، حيث انتقلت من 71 مليون دولار سنة 2022 إلى 84 مليون دولار سنة 2023.

وحسب التقديرات الإحصائية لبنك الجزائر، فإن الاستثمارات الأجنبية المباشرة قدرت في 2023، بنحو 1.130 مليار دولار، بينما بلغت استثمارات الجزائريين بالخارج بـ 87 مليون دولار، وقدرت الاستثمارات الأجنبية في الجزائر بنحو 1.216 مليار دولار.

بالمقابل، فإن الإحصائيات الصادرة عن منظمة الأمم المتحدة للتجارة والتنمية كشفت عن مستوى تدفقات برسم الاستثمارات الأجنبية المباشرة في الجزائر بنحو 1.216 مليار دولار، في 2023، مقابل 255 مليون دولار في 2022، ويعد مستوى الاستثمارات الأجنبية المباشرة في 2023، الأعلى منذ 2019، حسب التقديرات الخاصة لمنظمة الأمم المتحدة للتجارة والتنمية. وأعاد التقرير الصادر تحت عنوان "تقرير الاستثمارات العالمية 2024"، أن تدفقات الاستثمارات الأجنبية المباشرة الخاصة بالجزائر، بلغت 1.216 مليار دولار السنة المنصرمة 2023، وبلغت 255 مليون دولار في 2022، و870 مليون دولار في 2021، و1.140 مليار دولار في 2020.

وتصنف الجزائر ضمن "توب 15 إفريقيا، في مجال استقطاب الاستثمارات الأجنبية المباشرة

التحتية، علما أن تمويل المشاريع الدولية أمر بالغ الأهمية بالنسبة للبلدان الفقيرة، مما يجعلها أكثر عرضة للتباطؤ العالمي في هذا النوع من الاستثمار.

البلدان النامية بنسبة 7% إلى 867 مليار دولار، وأدت ظروف التمويل الصعبة إلى انخفاض بنسبة 26% في صفقات تمويل المشاريع الدولية، وهو أمر ضروري للاستثمارات في البنية

في سنة 2023، فيما سجلت مصر أعلى مستوى استقطاب للاستثمارات الأجنبية المباشرة بـ 9.841 مليار دولار، مقابل 11.400 مليار دولار في سنة 2022.

بالمقابل، قدرت الاستثمارات المباشرة الصادرة عن الجزائر، في 2023، ما قيمته 84 مليون دولار، مقابل 85 مليون دولار في 2022. واستقطبت إفريقيا ما قيمته 52.633 مليار دولار من الاستثمارات الأجنبية المباشرة في 2023، مع تسجيل انخفاض بنسبة 3 بالمائة مقارنة بـ 2022، التي سجلت خلالها 54.465 مليار دولار. بينما استقطبت منطقة شمال إفريقيا ما قيمته 13.461 مليار دولار في 2023، مقابل 15.323 مليار دولار في 2022.

أما على المستوى العالمي، فقد بلغت الاستثمارات المباشرة إجمالا 1.331.813 مليار دولار في 2023، مقابل 1.355.749 مليار دولار في 2022، بانخفاض نسبته 2 بالمائة.

وانخفضت تدفقات الاستثمار الأجنبي المباشر إلى

### تدفقات الاستثمارات الأجنبية "بمليار دولار" حسب منظومة الأمم المتحدة للتجارة والتنمية

السنوات	القيمة (بمليار دولار)
2023	1.216
2022	0.255
2021	0.870
2020	1.140
2019	1.382
2018	1.475
2017	1.232
2016	1.636
2015	585-
2014	1.507
2013	1.697
2012	1.499
2011	2.581
2010	2.301
2009	2.754
2008	2.632
2007	1.744
2006	1.888



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger